



Organe Hebdomadaire Anarchiste

« VOIX LIBERTAIRE »

Boîte postale n° 27

Envois d'argent : Chèque Postal LANSAGE 10.675
Limoges

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
France	5 50	11 fr.	22 fr.
Etranger	7 50	15 fr.	30 fr.

AVEC TOUS LES OPPRIMÉS

Contre tous les oppresseurs

Bravo, la F. A. I. !

Le recul des droites en Espagne nous enchante, parce qu'il permettra à nos camarades de régler directement son compte à l'ennemi le plus dangereux du peuple ibérique : la bourgeoisie dite « républicaine », Azaña, Caballero et compagnie.

**

M. Azaña, dont la ressemblance physique et morale avec M. Albert Sarraut a la valeur d'un symbole, vient de constituer son gouvernement.

Les déportations de révolutionnaires sous le climat mortel de Rio del Oro, les fusillades en masse de paysans et d'ouvriers révoltés, les mesures draconiennes et l'institution de lois de défense sociale auquel M. Gil Robles a déclaré lui-même que le fascisme n'aurait rien à ajouter — tel est le bilan du premier gouvernement Azaña, gouvernement qui s'effondra dans la honte et le sang au milieu de l'exécution plus ou moins sincère de toute l'opinion publique espagnole.

Casas-Viejas ! Ces deux mots suffisent à situer M. Azaña et si les politiciens du Front Populaire feignent de les oublier, le peuple lui se souvient et attend son heure. Il sait que le commandant des forces de police qui dirigeait cette boucherie agissait sur l'ordre exprès de M. Azaña. La commission d'enquête a enregistré les termes de la conversation du sbire et du premier ministre :

« — Je ne veux ni blessés ni prisonniers.

» — Mais, monsieur le Ministre...

» — Vous avez compris ? Tirez au ventre ! »

Encerclés par la troupe mercenaire, enfermés par les rafales de mitrailleuses dans leurs chaumières en flammes, le vieux paysan Sei-Dedos et une trentaine de ses compagnons, hommes, femmes et enfants, tombèrent un à un sous les coups des lâches émissaires d'Azaña. Les morts et les mourants furent jetés dans le brasier. Il n'y eut ni blessés, ni prisonniers, selon les ordres reçus, dans ce petit village dont les habitants avaient commis le crime de reprendre aux seigneurs et à leurs caciques la terre fécondée par leur labeur séculaire...

La garde civile avait « tiré au ventre » ! Seulement, M. Azaña, qui avait été le chef d'un grand parti, dut quitter le gouvernement sous une tempête d'indignation. En 1934, son parti ne comptait plus que trois représentants aux Cortès, et lui-même faillit rester sur le carreau. Lors des événements d'octobre, son attitude fut d'une vulerie parfaite. Il fut aussi lâche devant les forces armées de la réaction qu'il avait été féroce dans la répression sociale. A bon droit, l'on considérait l'homme comme fini : « Un torchon sale, une loque ».

Il appartenait au Front Populaire espagnol de ramasser cette loque pour en faire un drapeau.

**

« Je suis le Lénine espagnol ». Cette phrase modeste est la devise de l'ancien ministre du Travail, Largo Caballero. M. Largo Caballero est l'auteur socialiste de la

Loi pour la protection de la République, qui permet d'interdire ou dissoudre sous le plus léger prétexte n'importe quelle réunion, publication ou manifestation de nature à porter ombrage au capitalisme.

Cette loi (qui est l'équivalent exact de la Loi de Sécurité Publique, promulguée par Mussolini au point qu'on a pu établir un parallélisme littéral des deux textes, article par article), frappe toutes les manifestations extérieures d'opinions subversives et punit de bannissement, de rélegation et d'amende « les auteurs responsables des actes ci-dessus et ceux qui les auront poussés à les commettre ».

L'énumération des faits tombant sous le coup de la loi comme attentats contre la république comprend neuf chapitres, passant en revue toutes les manières dont un adversaire de l'Etat ou du capitalisme peut extérioriser ses opinions. En particulier, sont frappés aux termes de la Loi pour la protection de la République :

1. L'instigation des citoyens à la désobéissance ;
2. L'instigation des militaires à l'indiscipline ;
3. La diffusion de nouvelles susceptibles de troubler la paix et l'ordre public.
4. La propagande en faveur d'actes de violences.
5. La parole ou les gestes exprimant le mépris de l'Etat et de ses institutions.
6. La critique du régime républicain comme tel.
7. Le port illégal des armes.
8. La suspension de commerce ou d'industrie sans motif justifié.
9. Les grèves déclanchées sans préavis et sans arbitrage préalable, ou qui auraient d'autre motif que les conditions de travail.

Cette loi a permis la déportation sous le climat mortel de Rio del Oro de plusieurs centaines de révolutionnaires. Elle a fourni le prétexte pour l'emprisonnement de centaines de milliers d'ouvriers syndicalistes, dont près de 30.000 sont encore en prison à l'heure où nous écrivons ces lignes.

Si draconienne qu'elle fut, cette loi ne semblait pas encore assez forte à ses propres auteurs ; la collaboration intime de M. Caballero, Fabra Ribes l'a déclaré dans un interview donné à des socialistes français (voir *Les Humbles*, juin 1932) :

« La loi d'exception ? Je ne la juge pas assez forte. Nous ne sommes pas des Kerensky. Je regrette quant à moi qu'elle ne comporte pas un autre article donnant le droit de fusiller séance tenante ceux qui se soulèvent... Les déportations ? Il faudrait un second bateau pour Bata. Les anarchistes comme Ascaso et Duretli sont des fous, des imbéciles. On ne discute pas avec eux. Je vous le répète : pris sur le fait, je voudrais qu'on fusille sur le champ ces résidus d'ancien régime. »

Largo Caballero est encore l'auteur d'une loi nettement fasciste, instituant le contrôle des syndicats par l'Etat, avec déclaration obligatoire de la liste de tous les membres, contrôle financier et moral de la police sur l'administration et le bureau, etc... Son but était de détruire la C. N. T. qui ne pouvait se plier à devenir un instrument de gouvernement de la bourgeoisie. Mais l'U. G. T. réformiste, dont Largo Caballero

était le secrétaire, n'échappait pas à la marquette du « Lénine espagnol ». En février 1932, les syndicats du bâtiment de Valence, adhérents à l'U. G. T. avaient déclaré la grève. Caballero leur envoya la police et fait dissoudre le Comité de grève, dont quatre membres sont jetés en prison.

Grâce à sa législation « socialiste », la bourgeoisie espagnole a pu, très légalement, appliquer à des travailleurs socialistes ou simplement républicains des peines du genre de celle-ci :

Pour distribution de tracts : un an de prison. Pour avoir tenté de persuader un jeune de quitter le travail : quinze mois. Injure à agent : cinq ans de prison, etc...

Mais une dictature ne doit pas seulement être en mesure de punir les faits subversifs, elle doit encore pouvoir s'assurer à volonté de la personne de tous les citoyens présumés hostiles au régime, même s'ils ne manifestent en rien leurs opinions.

Une loi votée par les Cortès le 8 août 1933, sur la présentation de Largo Caballero et du Parti socialiste stipule des peines de 1 à 5 ans de prison pour tous les individus qui, sans avoir commis aucun délit, présentent cependant une « inclination aux délits » ou représentent « un danger pour le régime ». Elle permet d'arrêter tout individu dont les autorités veulent se débarrasser. Cette loi, dite « sur le vagabondage » n'a d'équivalent dans aucun pays d'Europe.

L'ironie du sort a voulu que M. Caballero fut lui-même arrêté, au lendemain des luttes d'octobre, en application de la législation qu'il avait forgé lui-même. Comme il fallait s'y attendre, il renia ses camarades de parti, se désolidarisa de l'insurrection Asturienne, et en reporta les responsabilités sur les épaules de son collègue Théodore Menendez. Ceui-ci se recusa et dénonça Gonzales Pena. Il ne restait à celui-ci d'autre ressource que d'incriminer les anarchistes, et c'est ce qu'il fit. Largo Caballero s'est déclaré étranger au mouvement révolutionnaire espagnol comme Dimitroff à Leipzig s'est déclaré étranger au mouvement révolutionnaire allemand. Il a fourni à la réaction les armes pour exécuter les anarchistes des Asturies, de même que Dimitroff réclama aux juges hitlériens la tête de Van der Lubbe. C'est probablement pour cela que Caballero fut nommé membre du présidium d'honneur du dernier congrès de l'Internationale bolcheviste dont Dimitroff est le secrétaire.

**

Nous n'oublions pas, nous n'oublierons jamais les crimes de Lerroux et de la C. E. D. A. Nous applaudissons à leur déconfiture politique. Nous sommes enchantés de voir s'écrouler les projets de M. Gil Robles, ce Torquemada en herbe dont le programme vraiment catholique, apostolique et romain consistait à réjouir les âmes pieuses en livrant les libertaires aux chrétiens à peu près comme Néron livrait les chrétiens aux bêtes. Nous n'avons garde d'oublier qu'à Oviédo ce héros conseillait aux femmes catholiques de s'engager comme infirmières dans les hôpitaux où l'on soignait les blessés de l'insurrection ouvrière, afin de faire passer de vie à trépas le plus discrètement possible les vaincus qu'elles auraient charge de garder. Nous constatons avec plaisir la débandade à l'étranger d'un certain nombre d'émules espagnols de Taittinger et du colonel de la Rocque.

Mais nous ne croyons pas que les bulletins de vote aux noms de M. Caballero ou Azaña soient pour quoi que ce soit dans le succès relatif qui vient d'être remporté par la révolution. Notre confiance va exclusivement au mouvement d'action directe qui permettra seul, et dans la mesure où seront surmontées les illusions parlementaires, d'arracher la libération des trente mille emprisonnés anarchistes, socialistes et communistes qu'on affame encore dans les prisons, de la péninsule, à l'heure où nous écrivons ces lignes ; d'arracher l'abrogation des lois scélérates rédigées et votées par les parlementaires de gauche et mises en œuvre par la réaction de droite contre la république qu'elle est censé protéger.

Si demain la liberté entre dans les geôles pour en tirer tous ceux qui y souffrent les sévices de la justice de classe, ce sera grâce à des gestes spontanés comme ceux des emprisonnés de Gijon, la ville anarchiste, qui se sont mutinés et n'ont été vaincus que pour s'être laissés prendre aux paroles pacificatrices de la Passionaria, députée bolcheviste d'Oviédo, envoyée par le Front Populaire et le gouvernement pour rétablir l'ordre. Ce sera grâce à l'esprit combattif des détenus de la F. A. I. et de la C. N. T. encourageant par des manifestes leurs camarades à maintenir le boycott intégral des élections et à s'abstenir de tout compromis avec les hommes politiques de la bourgeoisie, afin de réserver et de consacrer toutes leurs forces à la lutte réelle seule positive et seule efficace.

Grâce à la F. A. I., les révolutionnaires emprisonnés pourront vraiment sortir la tête haute, avec un regard de dédain pour les parlementaires dont les lois liberticides se trouveront brisées par la force populaire. Ils regagneront leur place de combat avec des forces accumulées. Leur libération physique ne s'accompagnera d'aucune servitude morale ; elle n'aura rien coûté à l'intégrité de l'idéal.

A. P.

Encore sur la presse anarchiste

Le camarade Jean Dupoux, dans la « Voix Libertaire » du 29 février, au sujet des spécialisés, regrette avec raison — et il le prouve — que cela est la principale cause du peu de force du mouvement anarchiste en France.

Oui, Jean Dupoux a raison : avec le produit des souscriptions, collectes de toutes sortes, on pourrait avoir un beau journal anarchiste et si l'orgueil de quelques spécialistes était quelque peu handicapé, le moral de l'ensemble des anars serait bien plus grand, parce que plus facile serait la propagande.

Oui, je sais, quelques partisans des multiples feuilles ont tourné en ridicule l'idée d'un journal où toutes les tendances de l'anarchie pourraient s'expliquer, et comme ils ont l'avantage de savoir tenir une plume, ils ont tué dans l'œuf l'idée d'un bon et nécessaire journal.

En général, voilà les arguments qui veulent condamner un journal de synthèse. Croire qu'un tel journal serait plus apte à nous amener des sympathies, voire des adeptes, est une erreur, car lorsque l'on verra dans le même journal, deux articles se

contredisant, loin de nous amener des adeptes, cela les repoussera.

Eh ! bien, franchement, la méthode des multitudes de journaux donne le même inconvénient. Il m'est arrivé de distribuer des journaux et de m'entendre dire : « Mais quelle idée as-tu, celle de la « V. L. », du « Libertaire », de « Terre Libre » ou de celle-ci, etc., etc. Et ma réponse était forcément la même.

Qu'il y aurait à faire sur deux articles d'un même journal. Enfin, avec un journal de synthèse paraissant plusieurs fois la semaine d'abord et tous les jours ensuite, lorsqu'un camarade isolé voudrait faire savoir son opinion sur telle ou telle cause ou répondre à des calomnies qu'un journal aurait répandues dans toute une région et par quelques milliers d'exemplaires (comme cela s'est produit pour moi), ce camarade aurait le moyen de répondre comme il convient. Car un tel journal étant moins cher, plus facile à vendre ou à distribuer, le public serait mieux touché et le mensonge des politiciens de toutes nuances ferait moins de mal à tous les ans et en particulier aux isolés, dont je suis.

Et je le prie à tous mes camarades anarchistes : « Si vous ne voulez pas vous entendre pour un journal anarchiste et que vous préférez des journaux reflétant telle tendance anarchiste, vous serez la cause que beaucoup de copains abandonneront la lutte pour rla tour d'ivoire, car les forces et la volonté ont des limites même pour les anarchistes ».

Que les spécialisés ne me répondent pas sur l'Unité des idées anarchistes ; c'est de l'unité de la presse anarchiste qu'il est question et si Zisly a raison lorsqu'il dit dans la « Voix » n° 255 : « Et puis, certains camarades aiment bien avoir leur journal, revue leur donnant des directives qu'ils préfèrent, orgueil et vanité, peut-être. » Et plus loin : « Peut-être, je dis peut-être, un seul organe serait possible si parmi les camarades s'y intéressant il ne se trouvait pas de salopards, de rigoles, de paresseux, d'indécents et d'intempérants : en un mot, il faudrait des camarades sérieux, travailleurs, consciencieux, honnêtes, tempérants, désintéressés et anti-sectaires. »

H. Zisly doit connaître un peu notre mouvement. Eh bien ! je le dis tout cru : c'est aux derniers de s'imposer car je suppose qu'ils sont la majorité et de répondre par la grève des gros sous à ceux qui veulent leur journal à eux, pour des reflets anarchistes à eux. La « Voix Libertaire » s'est affirmée pour un seul journal, sera-t-elle toujours seule à reconnaître cette nécessité ?

LOUIS GRANDJEAN.

Pour faire réfléchir

Un chercheur patient, qui préfère que l'on taise son nom, a fait le relevé méthodique des discours prononcés par les grands dignitaires du clergé italien au sujet de la guerre d'Éthiopie. Ses conclusions, d'une objectivité incontestable, sont édifiantes et de nature à détromper ceux qui croient encore au pacifisme catholique.

Dès les premiers jours de la mobilisation, en Italie, cardinaux, archevêques et évêques ont solennellement béni les troupes et les navires partant pour Massouah. Voici des dates : le 29 juin, Mgr Rossi, évêque d'Ostie ; le 2 juillet, Mgr Milone, évêque d'Allesandria, et Mgr Piovela, archevêque de Cagliari ; le 15 juillet, l'évêque de Tortona, Melchiorri ; le 4 août, l'évêque de Vicenza, Girardi ; le 17 septembre, l'évêque de Siéna. Et ce n'était pas là un geste dépourvu de signification, car il y aura quarante ans, le pape avait interdit aux prélats de bénir les troupes italiennes partant alors pour la guerre d'Abyssinie.

Le 6 octobre, le cardinal Nasali Rocca, archevêque de Bologne, prononça un discours pour « exalter la mission civilisatrice de l'Italie en Éthiopie ». Faisant siennes les paroles de Mussolini, Nicola Cola, évêque de Nocera Umbra, déclarait vers la même époque : « Nous considérons la guerre d'Afrique comme juste et sainte pour la défense d'une partie vitale de la patrie, nos colonies, pour le besoin urgent d'expansion de nos énergies, pour l'affirmation de notre droit de civilisation ». Mgr Tresdici invoquait « les bénédictions de Dieu sur les justes aspirations de notre pays. »

L'Osservatore Romano, l'organe du Vatican, n'a jamais publié une seule ligne contre la guerre menée par Mussolini. La *Civiltà Cattolica*, revue publiée par les Jésuites et directement inspirée par le pape, a soutenu la thèse du fascisme italien sur la barbarie éthiopienne, et elle a souhaité le succès des armées de Mussolini. Les autorités vaticanes ont invité les séminaires à se conformer aux mesures décrétées par le

CARNET DE L'ERRANT

La recherche de la vérité est un besoin impérieux, qui, loin de nous rebuter, stimule notre désir de voir toujours plus clair, d'acquiescer des connaissances nouvelles et, lorsque notre camarade Jean Dupoux écrit : « J'affirme que si le mouvement a perdu considérablement de sa force, on doit, en grande partie, imputer cela aux spécialistes », il exprime une vérité irréfutable parce que, en effet, notre mouvement est amputé, désagrégé par une infinité de sectes dont le rôle consiste à compliquer une théorie qui est, par elle-même, très claire et très compréhensible.

Il est douloureux d'assister à ce triste spectacle de l'incohérence de tous ceux qui s'adonnent exclusivement à une tendance spécifique, c'est-à-dire au communisme, à l'individualisme ou au syndicalisme, parce que cet esprit systématique, loin de rapprocher les divers éléments qui se réclament tous de l'anarchie, les érige les uns contre les autres et ceci se produit non pas parce que les copains sont mis par le sentiment de supériorité, mais tout simplement parce qu'ils sont les esclaves de cette loi naturelle qui veut que chaque sectateur se doit de défendre la secte qu'il a choisie.

Pourtant, au moment où les partis qui vont de l'extrême-droite à l'extrême-gauche font faillite, à une époque où le régime qui a pour base cette honteuse et abominable exploitation de l'homme par l'homme, doit disparaître, car il ne répond plus aux aspirations humaines, il faut que tous ceux qui se réclament de l'anarchie se décident, une bonne fois pour toutes, à faire table rase de tout personnalisme, à anéantir cette dégoûtante habitude de former des chapelles, à se convaincre que l'anarchie est l'expression de la perfection humaine, que se renfermer dans une tour d'ivoire est grotesque, et dès lors, il est plus que jamais nécessaire que tous ceux qui se réclament de l'anarchie recherchent s'il y a possibilité de concrétiser leurs efforts, parce que, face à la brutale, sournoise et pestilentielle propagande de la presse à la solde de la haute diplomatie internationale, il faut réagir immédiatement si nous ne voulons pas succomber sous les calomnies et les mensonges.

Il est criminel d'attendre, pour agir, qu'un événement extraordinaire se produise. Il faut passer immédiatement à l'action, c'est-à-dire centupler notre propagande, distribuer à profusion notre presse, constituer des groupes de défense, nous faire connaître de la foule qui nous ignore et qui croit que les anarchistes sont des criminels ayant pour mission de tirer à la courte paille et ensuite assassiner un roi, un prince ou un ministre. Il faut, comme le dit très bien notre camarade Jean Dupoux, « renoncer aux spécialisations entraînant des nouveaux journaux exclusifs et en arriver à la formation d'un beau journal intégralement anarchiste et d'un prix relativement bas. » Et pour réaliser tout cela, il faut trouver le chemin de la cohésion, il est nécessaire de former un noyau où viendrait s'échouer, se briser, l'effort d'une civilisation en pleine décadence.

Je sais que ce qui précède fera sourire certains d'entre nous et il me semble entrevoir le sourire sarcastique du camarade Frémont, lequel ne croit pas à la possibilité de l'unification des énergies anarchistes et, malgré que tout cela semble un paradoxe, il faut reconnaître qu'ils sont nombreux ceux qui partagent l'opinion de Frémont. Et, fait curieux, phénoménal, presque tous ces camarades sont très sceptiques vis-à-vis de tout ce qui concerne la

gouvernement. Elles ont ordonné aux prélats et aux curés d'intervenir « pour justifier ces mesures et pour montrer aux catholiques l'obligation de contribuer à la défense du pays contre les sanctions. »

L'archevêque de Matrea, Pecci, a salué Mussolini comme le plus grand des chefs de notre époque. L'archevêque de Zara, le cardinal-archevêque de Milan, le cardinal-archevêque de Turin ont justifié dans leurs discours et solennellement béni la guerre contre l'Abyssinie. L'archevêque de Tarente, Bernardi, remit sa chaîne d'or et sa croix pastorale, lorsque survint la « croisade de l'or ». Son exemple fut suivi par le cardinal Nasali Rocca et par une foule d'autres dignitaires ecclésiastiques.

Aussi les chefs fascistes ont-ils pu affirmer, sans recevoir aucun démenti, « qu'au Vatican on approuvait et bénissait l'action de l'Italie en Abyssinie ».

L. BARBEDETTE.

coopération avec leurs camarades idéologues et sont très optimistes pour tout ce qui concerne la collaboration avec les extrémistes du parti communiste.

Or, je me demande comment il se fait que des individus se réclamant de l'anarchie puissent encore croire à la possibilité d'un accord avec des éléments pour qui nous sommes des utopistes, voire des anti-révolutionnaires ? Comment collaborer avec des êtres qui, a priori, nous promettent, une fois au pouvoir, une bonne douzaine de balles dans la peau ? On serait tenté de croire que l'expérience n'a point servi à nos bons camarades et que les assassinats en masse de Cronstadt et autres villes, n'ont plus aucun poids dans la balance de l'histoire, car à l'heure actuelle, tout cela doit être oublié parce que le plus important, c'est de réaliser l'union avec nos adversaires, puis, pendant la Révolution, tout se réduira à une question de force, dira Frémont.

Mais comment, dans un mouvement insurrectionnel, pourrions-nous disposer d'une force quelconque si a priori, nous n'avons pas réalisé cette cohésion indispensable à un mouvement d'ensemble ? Comment opposer de la résistance aux nouveaux dictateurs, auxquels nous avons servi de tremplin, si nos énergies continuent à être éparpillées, disséminées ?

J'ose penser que les copains sont suffisamment nombreux pour déterminer un mouvement essentiellement anarchiste et, pour ce faire, point n'est besoin de recourir au syndicalisme, antichambre de la politique, ni au communisme, ni à l'individualisme, mais à l'anarchie synonymique de destruction de toute dictature même de celle que certains spécialistes veulent nous imposer.

LUCA BRÉGLIANO.

La Fraternité Universitaire

On voit combien L. Barbedette avait raison lorsqu'il exprimait son mépris pour les pontifes de la Sorbonne et de l'Enseignement Supérieur, ces chiens de garde du Capitalisme et de l'Etat. Voilà pourquoi ils possèdent tant de privilèges et sont si grassement rétribués ! Les badernes en jupon des Facultés de Droit sont à ranger parmi les spécimens les plus malfaisants de la faune bourgeoise.

Mais, quand L. Barbedette attirait l'attention sur les sympathies fascistes des dirigeants de l'Université, la presse de gauche gardait obstinément le silence. Elle savait qu'à la rue de Grenelle, les ministres soi-disant avancés n'avaient jamais de tendresse pour les nourrissons de l'ultra-nationalisme et pour les professeurs réactionnaires.

COMPTE RENDU FINANCIER DU N° 3 DE C. Q. F. D.

Vente et souscriptions.

Recettes :

Séchaud, 5 ; Berthet, 29,10 ; G. Paris, 1/2 de 20 h.), 50 ; De Muker, 16,95 ; Charbonneau, 9, 65 ; Droussat, 20 ; Planche, 40,75 ; Groupe de Montpellier, 68,05 ; Rondelet, 6 ; Basco, (1/3), 33 ; Collin, 48,60 ; Groupe de Saint-Denis, 75 ; De Blander, 15 ; Chevrolet, 15 ; Ghish, 7 ; Duge, 21 ; Courtois, 20 ; Berthet, 10 ; Monty, 22 ; Liste Monty, 40 ; Léopold Mlz, 25 ; Darthou, 8 ; Faure L., 80,05 ; Versement du C.I.A.D., 200 ; Par Victor, 225 ; Par Mario, 336 ; Pud, 5 ; Ernesto, 50 ; Par Mario, 60 ; Mattart, 2,50. TOTAL : 1.543,65.

Dépenses :

Facture imprimeur et clichés... 1.501 80
Frais d'expédition, correspondance 439 60

Balance :

Dépenses 1.941 40
Recettes 1.543 65

Déficit 397 75

Afin de nous permettre de liquider le déficit du n° 3 de C. Q. F. D., nous prions les camarades détenteurs de listes de souscriptions de vouloir bien nous les retourner de toute urgence à l'adresse : Hem Day, Boîte Postale 4, Bruxelles, 9.

**Le prochain numéro de la
" VOIX LIBERTAIRE "
paraîtra le 28 mars 1936**

Aux redresseurs de... « déviations »

Nous avons reçu de Fernand Fortin, animateur de la « Revue Anarchiste », le papier suivant que notre impartialité nous fait un devoir d'insérer. — N. D. L. R.

Des camarades de la « Revue Anarchiste » attirent mon attention sur un article émanant du groupe « Action Libertaire » de Marseille et intitulé : « Toujours des déviations », article inséré en la « Voix Libertaire » du 29 février 1936.

Après avoir regretté que la rédaction de la « V. L. », par excessif souci d'éclectisme, ait laissé passer à l'adresse de camarades des termes cherchant à injurier (mais dont nous laissons la liberté aux auteurs), je crois exprimer l'opinion de la plupart des amis et sympathisants de la « R. A. » visés en répondant comme suit :

1° Il s'agit de notre action qui précéda les élections espagnoles : édition de tracts en deux langues, tracts qui furent abondamment reproduits par la presse d'Espagne. Or l'article de Marseille était écrit avant les élections et la libération totale des prisonniers démontre que nous avions parfaitement raison.

2° Non seulement nous ne regrettons rien de ce que nous avons fait en encourageant anarchistes et syndicalistes espagnols à voter pour libérer 30.000 emprisonnés mais nous sommes heureux d'avoir procédé ainsi (80 p. 100 au moins des camarades ont participé au vote) et si nous étions en présence d'une situation identique (ce qui n'est pas le cas en France) nous ferions de même, avec encore plus d'ampleur si possible. Et, s'il le fallait, contre ceux qui préfèrent laisser des hommes en prison... au nom des principes !

3° Nous n'avons ni morale ni conseils à recevoir de qui que ce soit et ceux qui me connaissent savent combien, à des qualificatifs qui veulent être méchants, il me répugne de m'abaisser à répondre en répliquant autrement que par le mépris.

Pourtant, il est un point cocasse à relever. On a dédaigneusement parlé des « jeunes » de la « R. A. ». Il est exact que des jeunes s'intéressent à notre tendance — tout aussi respectable, d'ailleurs, qu'une autre. Que celle, par exemple de certains impuissants fossiles de l'anarchisme qui, ne voulant pas tenir compte de l'évolution et user d'un apparent opportunisme nécessaire en certaines occasions, se contentent d'adorer Kropotkine, Bakoumine, Malatesta ou d'autres saints — lesquels surent parfois (et comment !) composer avec le milieu... quand ils ne firent pas pire !...

Mais, en plus des « jeunes », il est assez amusant de noter que notre propagande a attiré vers nous un nombre respectable de camarades qui furent plus ou moins mêlés à des luttes importantes d'avant-guerre, y compris certains événements de 1917. Hommes fortement trempés — vie, lutte, prison ou bague — ils n'ont que faire de théoriciens de l'« Action Libertaire » de Marseille ! Même si ces Marseillais étaient inspirés par des Parisiens.

4° Pour le surplus, je renvoie ces « prolétaires » au prochain numéro de la « R. A. ». A propos de ce terme qui leur semble cher, remarquons que les « prolétaires » sont fréquemment (pas toujours) ceux qui possèdent la pire mentalité bourgeoise, de toute façon ils sont souvent à sincérité suspecte : n'ayant jamais rien possédé, beaucoup (nous ne disons pas tous) sont seulement des révoltés haineux auxquels il ne manque que l'argent pour être de parfaits bourgeois.

Mais, je considère avoir déjà trop longuement répondu. En effet, il est plusieurs catégories d'individus avec lesquels je n'ai point l'habitude de disputer. Ce sont :

- les ivrognes et les imbéciles ;
- les « trop vieux » et les sectaires ;
- ceux qui, à défaut d'arguments sérieux, utilisent injures et apostrophes venimeuses.

Soit dit sans vouloir offenser personne !

F. FORTIN.

GRUPE ANARCHISTE INDÉPENDANT DU 20° (R. A. I. F.) — PARIS

Le samedi 14 mars, notre bonne et talentueuse amie Suzanne Lévy fera une conférence, avec un programme, ce sujet de brûlante actualité :

La duperie du Parlementarisme ; Critique des décrets-lois ; L'Amnistie.

Nous convions tous les camarades à venir nombreux ce jour-là au local de la Synthèse, 5, impasse de Gènes (20°), pour apprécier la parole compétente et généreuse qu'il leur sera donné d'entendre.

TOUJOURS LA HONTE DU G. P. U.

OTELLO GAGGI EN SIBÉRIE

Nous avons déjà dénoncé à maintes reprises et pour d'innombrables cas, le scandale des emprisonnements et des déportations sans jugement en U. R. S. S.

Une simple décision des fonctionnaires de la police d'Etat, le G. P. U., suffit pour qu'un homme soit administrativement envoyé au poteau, enfermé dans un bagne ou déporté pendant un temps indéterminé dans les steppes désolées de Sibérie. Aucune défense, aucun recours pour les victimes : la justice du G. P. U. s'appuie sur l'unique magistrature des bourreaux et des geôliers.

Il y a pourtant des tribunaux en Russie, mais on y juge les affaires de droit commun, les procès à des « oppositionnels » politiques russes « arrangés » dans un but de propagande bolchévique et à des éléments étrangers qui jouissent de la protection diplomatique de leurs États respectifs. Pour les autres cas, qu'il s'agisse de persécutions contre des adversaires — surtout ouvriers — du régime ou d'étrangers révolutionnaires non protégés par les autorités de leurs pays, on a généralement recours aux mesures administratives du G. P. U.

Ainsi, après l'étrange attentat Kirov (pour lequel des centaines de malheureux furent impitoyablement fusillés), c'est par milliers qu'on peut compter les cas de ceux qui, sur un simple rapport de police, furent emprisonnés ou déportés : socialistes-révolutionnaires, communistes en disgrâce, libertaires, ouvriers la plupart, furent l'objet d'une chasse acharnée et, s'il existait en Russie une infime partie de la liberté de presse et d'investigation qui, tant bien que mal existe encore dans les pays démocratiques, le bilan monstrueux de la férocité policière serait vite établi. Peut-être, les partisans les plus fervents du front unique seraient-ils alors tentés d'exiger avec un peu plus d'empressement la cessation immédiate de l'état d'esclavage du peuple russe avant que d'être dignes de lutter pour la libération de l'univers.

Force nous est donc de nous référer à des cas individuels qui parviennent à notre connaissance, étant bien entendu que, en défendant l'homme, le camarade, nous voulons défendre tous les hommes, quels qu'ils soient, qui souffrent et meurent pour un idéal d'émancipation, nous voulons défendre le peuple russe tout entier à qui ses maîtres actuels lui ont ravi toutes les libertés qu'il avait pourtant conquises par son sang ; nous voulons atteindre une odieuse dictature d'un parti militariste et militariste ; d'un système d'Etat-policière qui est la négation la plus absolue de tout esprit véritablement révolutionnaire.

Otello Gaggi est un ouvrier libertaire italien condamné à 30 ans de prison pour s'être opposé, en 1921, en Italie, les armes à la main, à l'invasion des hordes fascistes en Toscane, d'où il est originaire. Parvenu à l'étranger, après des multiples vicissitudes et risques innombrables, il put enfin se croire en sécurité en gagnant le territoire soviétique. Dans les meilleures dispositions d'esprit envers un pays qui, à ses yeux de révolutionnaire, représentait malgré tout une formidable expérience sociale et une source d'espoir, il chercha à comprendre, à s'adapter et, peut-être, s'efforça-t-il à excuser, comme tant d'autres, l'exercice du pouvoir absolu d'un parti sur le peuple. Il se créa une famille, des relations, il travailla tant qu'il put.

Le « mystérieux » attentat Kirov se produisit, et, soudain, la situation change. Le G. P. U. n'admet pas qu'on sympathise pour le régime à moins de 100 pour 100. Le 2 janvier 1935, Gaggi est arrêté. Après trois mois passés dans les prisons de Moscou, on lui notifie une condamnation à trois ans de déportation en Sibérie, sans interrogatoire, sans procès.

Il est envoyé à Jarensk.

Peu après, sa compagne est également arrêtée et déportée en Sibérie, mais (le G. P. U. sait faire bien les choses) dans une localité différente.

Leur petite fille reste seule à Moscou, confiée à des mains charitables.

Nous soumettons le cas à l'opinion ouvrière. Est-ce demander trop que de vouloir qu'on pose la question lorsqu'on parle dans les organisations et dans les partis de front unique, de défense de l'U. R. S. S., etc... ? Est-ce vraiment mettre en danger la « révolution » que de permettre, par exemple (et pourtant on le lui a toujours refusé) qu'après un an de séparation la compagne de Gaggi puisse vivre dans le même lieu de déportation que son mari ?

Pendant que la diplomatie et l'état-major russes entretiennent de si affectueux rapports avec les pays capitalistes ; que les partis

Parmi les pensées écloses...

Sous le signe de la paix mondiale réalisée sans violence.
N'employer la violence que comme pis-aller.

« POUR VAINCRE SANS VIOLENCE », réflexions sur la guerre et la révolution par Barthélémy de Ligt. Un volume à 6 francs aux éditions Mignolet et Storz, 2, rue Fléchier, 2, Paris (9^e) (avec un portrait de l'auteur).

En lisant ce titre : « Pour vaincre sans violence », je pensais : bien sûr, ce serait vraiment beau de vaincre le capitalisme sans exercer de violence, sans verser de sang, mais, tout de même, ce n'est vraiment pas possible, ce serait la pure utopie que de le croire et de le faire croire, comme si les bénéficiaires du régime actuel se laisseraient faire sans employer soldatesques et policiers à leur service ; et quant à les gagner à la conception d'un monde nouveau d'où la violence guerrière serait bannie et qui les ferait disparaître du clan des oppresseurs, quelle chimère, quelle formidable erreur de notre part ce serait.

Eh bien, il paraîtrait que c'est moi qui aurais tort, car Barthélémy de Ligt nous expose de nouvelles méthodes de luttes susceptibles de nous rendre, nous, les utopistes de toujours, les vainqueurs de demain.

« Alors que le capitalisme en est arrivé, par sa nature même, à des méthodes fascistes, le socialisme, lui, ne doit jamais retomber dans de telles méthodes : cela porterait atteinte à son essence même. La violence et la guerre qui caractérisent de plus en plus les conditions intérieures et extérieures du monde impérialiste, jurent avec la libération individuelle et sociale qui est l'œuvre historique que les masses exploitées doivent réaliser. Plus il y a de violence moins il y a de révolution, même dans les cas où l'on a mis délibérément la violence au service de la révolution. Plus il y aura de révolution, c'est-à-dire de construction sociale, moins il y aura de destruction et de violence à déplorer. Pour créer un véritable ordre nouveau, la violence ne peut être tout au plus qu'un « pis-aller » et qu'un « moyen d'infirmité », elle n'est, du point de vue révolutionnaire, jamais chose essentielle. » (p. 69-70.)

Et l'auteur cite certains exemples d'injustices graves (Afrique du Sud, Indes, etc.) qui furent abolies par des manifestations d'où la violence était formellement exclue, ce qui en détermina la victoire : ces manifestations revêtaient des formes diverses, soit le REFUS DE L'IMPÔT, DÉSŒBBISSANCE CIVILE, ce qui signifie d'agir comme si le gouvernement n'existait pas, l'ignorer en un mot ; le BOYCOTTAGE, la GRÈVE GÉNÉRALE, etc., et ces victoires ne furent décisives que par la solidarité des intéressés (c'est moi qui souligne ces dernières lignes), la foi en leur cause et la persévérance, car certaines de ces luttes pacifiques durèrent de nombreux mois et ils ne cédèrent jamais MALGRÉ LES PERSÉCUTIONS GOUVERNEMENTALES.

Et puis il ne faut pas oublier non plus de mettre en regard l'ARMEMENT IMMENSE, FORMIDABLE des gouvernants, sur terre, mer, air, etc., EN FACE DE FOULES COMPLÈTEMENT DÉARMÉES (ou très insuffisamment armées) et en ce dernier cas, il est fort possible que des refus de servir non-violents mais généralisés deviennent vraiment efficaces.

Écoutez ceci : « L'autorité officielle, la puissance légale sur autrui, a plutôt un caractère moral que physique. Elle repose moins sur la violence que sur le respect, c'est-à-dire la croyance dans le droit dictatorial des dominateurs au pouvoir. Du jour où les masses sauront s'affranchir de leur vénération pour ceux qui les soumettent, l'autorité des classes dominantes cessant d'être reconnue, disparaîtra sur le champ et s'évanouira du même coup leur pouvoir et leur puissance. Tout despotisme, tyrannie, dictature ou autorité publique n'existent que grâce à la soumission des masses. Dès que le peuple, devenu conscient du fait que les pouvoirs publics sont essentiellement de nature parasite, retire aux autorités officielles les forces qu'il leur a accordées, la pyramide sociale s'écroule. » (p. 103-104.)

Cette conception de la non-violence révolutionnaire, ou simplement protestataire,

communistes se font si tendres pour la sauvegarde des démocraties bourgeoises, sommes-nous excessifs en demandant qu'une partie de cette démocratie bourgeoise soit concédée au malheureux peuple russe ?

Que les ouvriers méditent cela et le rappelle à ceux qui s'offrent à eux comme guides sûrs de la révolution prolétarienne. — Pour le C. I. D. A., le secrétaire : Hem Day.

n'est pas absolument nouvelle puisqu'elle a eu ses précurseurs : Etienne de la Boétie, Domela Nieuwenhuis, Thoreau, Tolstoï, Stirner, Tucker, J.-H. Mackay, Gandhi, les chrétiens primitifs et médiévaux, etc. ont écrit et agi dans le même sens.

Très bien tout cela...

« ...Mais une telle conception exige une révision théorique et pratique de toute la tactique révolutionnaire !

» En effet, une révision qui se manifeste par un rapport vivant entre la pensée et la réalité sociale.

» — Mais combien de temps s'écoulerait-il avant que ces idées aient gagné les masses ?

» Des années, sans doute, car ce n'est pas une question de jours.

» ...Une chose est incontestable : aussi longtemps que, dans les milieux révolutionnaires on hésite à réviser la tactique traditionnelle de la violence, aussi longtemps on doit attendre de pouvoir se libérer des conséquences fatales qui découlent des méthodes de lutte meurtrières. » (p. 161-162.)

Et pour en arriver au but suprême : Révolution sociale non violente, une propagande intensive, ainsi qu'une organisation minutieuse sont évidemment nécessaires ainsi que le choix du moment opportun qu'il faudra choisir pour l'action, tout en admettant — mais accidentellement — certains actes de violence parfois inévitables.

Cependant, une collaboration est possible entre révolutionnaires violents et non violents, sous certaines conditions : « dans les mouvements de masses contre le fascisme, le colonialisme et la guerre. S'il y a des conflits armés entre les pouvoirs réactionnaires et les masses en révolte, les tenants de l'action révolutionnaire non violente sont toujours du côté des révoltés, même quand ceux-ci ont eu recours à la violence. Mais ils ne participent jamais à des guerres, même si celles-ci sont menées pour leurs propres idéaux, ni ne se soumettent à quelque militarisme que ce soit.

Dans le mouvement révolutionnaire, ils suivent leur propre tactique, s'efforçant d'en démontrer l'efficacité au point de vue moral et pratique. Si, par contre, on veut les forcer, même au nom de la Révolution, à employer des méthodes qu'ils condamnent, ils s'y refusent nettement, puisque obéir ne serait, en l'occurrence, que trahir leur propre mission révolutionnaire. Dans de telles circonstances, ils constituent pour ainsi dire la conscience de la Révolution, conscience à laquelle on ne peut imposer silence et qui s'affirme envers et contre tout. » (p. 164.)

Et B. de Ligt conclut judicieusement qu'il ne faut « pas attendre la dernière heure » et que chaque individu conscient doit « se mobiliser à l'instant même contre la guerre et contre toute possibilité de mobilisation de guerre, par la non-coopération, la désobéissance civile, le boycottage, individuels et collectifs. » (p. 232.)

En résumé, « Pour vaincre sans violence » est un ouvrage rempli d'idées, de suggestions neuves aux yeux du grand public, de faits, de documents ainsi que des réponses à toutes objections possibles.

C'est dire que ce livre est à étudier et à diffuser le plus possible en vue de faire comprendre que la paix est tout de même possible sur la Terre.

Et pour ce but sublime, appel est fait aux hommes de bonne volonté !

Henri ZISLY.

La traduction française de ce volume, écrit en Hollandais, a été faite par Irène Lapoche.

« Mobilisation contre toute guerre ! », par Barthélémy de Ligt. Une forte plaquette de 52 pages grand format, sans indication de prix, aux Editions de « Pensée et Action », 19, Maison des Artistes, Grand-Place, à Bruxelles. Avec avant-propos de Hem Day. Discours traduit de l'anglais, tenu à la Conférence de l'Internationale des Résistants à la guerre, en Angleterre, le 29 juillet 1934, suivi d'un Plan de campagne à l'usage des pacifistes et antimilitaristes AVANT et pendant toute guerre.

Présentant l'auteur et son œuvre pacifiste Hem Day dit excellemment dans son « Avant-Propos » : « ...Jamais la situation n'a été aussi alarmante qu'en ces derniers temps. Ce serait un crime vis-à-vis du monde ouvrier et de nous-mêmes, de taire nos pressentiments.

» ...Si 1914 nous a surpris, plongés dans un torpéur coupable, il ne faut pas, devant le péril qui s'annonce s'endormir à nouveau. Face aux événements qui se déroulent

et qui demain peuvent bouleverser l'état présent des choses, il faut se tenir prêt à agir.

» L'étude MOBILISATION CONTRE TOUTE GUERRE, répond à cette préoccupation qui anime tous ceux qui veulent sincèrement la paix.

« ...Il y a la paix, tout est là, mais encore faut-il que ce désir ne soit pas qu'une vague espérance, il faut y joindre le cœur et la raison. »

Quelle œuvre admirable de clarté autant que de précision que cet ouvrage : tout le problème anti-guerrier y est minutieusement décrit en toutes ses formes, aucune façon de combattre, moralement et matériellement, sans violence, n'est laissée dans l'ombre, et vraiment je pense que l'on ne peut être plus explicite en cette matière d'organisation morale consciencieuse sans cesser pourtant d'être révolutionnaire.

Est-il nécessaire d'insister de l'importance d'un tel travail ? Je crois que tous nos amis voudront se faire un devoir de faire connaître autour d'eux cette si utile publication, afin de bien s'en pénétrer et d'agir le cas échéant.

H. Z.

PARMI LES PÉRIODIQUES :

Vient de paraître : « Le Brûlot », rédigé par G.-A. Dassonville (Le Caillousart, Hasnon (Nord). Revue trimestrielle. — A citer : une étude sur Emile Christophe, technicien de la Radiesthésie, et d'intéressantes — et parfois savoureuses — « Notes de lecture » et critiques sur certaines revues, poèmes, et ouvrages divers, parus récemment.

« L'Effort Spirituel », bulletin officiel de l'Union Spiritualiste Internationale, sous la direction d'Edouard Saby (rue Buffon, 14, Antony, Seine), paraît mensuellement. Le n° de mars contient une solution par le cœur au « Bonheur social », une petite étude pessimiste sur « Le Procès de l'Amour », par Denise Trémant, qui contient certainement quelques vérités sur l'Homme et la Femme actuels devant l'amour sexuel, mais par l'éducation une partie des individus devenus conscients, seraient susceptibles de se réformer moralement. L'auteur devrait étudier les thèses de la Camaraderie Amoureuse de la Revue l'« En Dehors », peut-être y trouverait-elle matière à bien des méditations.

Z.

Marseille

LA MUNICIPALITÉ SOCIALISTE, LES MUSICIENS ET LA CRISE

Dans cette société bourgeoise pourrie, c'est toujours le pauvre bougre qui écope et se serre la ceinture jusqu'à ce qu'il en crève, pendant qu'un tas d'arrivistes, de cumulards, de nullités se gobergent à ses dépens. Riez donc, vous les cochons de payants et d'exécutants car, voyez la bonne blague que vient de nous sortir le préposé S. F. I. O. aux Beaux-Arts.

Le citoyen adjoint aux Beaux-Arts de la Ville a une bien étrange façon de faire des économies, et surtout de prendre la défense des musiciens afin de les aider à sortir de la situation économique honteuse pour une ville comme Marseille, où cette corporation pourtant aussi intéressante que les autres, se débat depuis des années.

Tout en maintenant le budget à 1.300.000 pour l'Opéra (nous ne voyons pas trop bien une réalisation d'économies), la saison du dit Opéra sera réduite de un mois, c'est-à-dire cinq mois au lieu de six, d'où perte de cachets pour les musiciens et autres employés de l'Opéra. Le petit personnel a été réduit (dans les compressions c'est toujours le faible qui paye), car on ne parle pas de cette nuée de parasites qui gravitent tout autour de chaque administration. L'orchestre, au lieu de 61 musiciens n'en comptera que 59. Le choral qui comptait 56 unités, n'en aura plus que 42. Au lieu de 24 danseuses, le corps de ballet n'en comprendra plus que 16. Le nombre des machinistes qui était fixé à 20 a été ramené au chiffre de 18.

Et voilà comment des individus se réclamant de la classe ouvrière, du prolétariat, avec de grands trémolos dans la voix, aident, défendant les intérêts de classe des malheureux artisans de l'art musical qui, plus que toute autre corporation, est touchée par la crise, par la pénurie des engagements et voient leur foyer chaque jour envahi par une misère plus affreuse.

Mais il y aura sous peu une plus grande iniquité qui, sous le couvert d'économie se prépare ; ces messieurs de la municipalité ont comploté la fermeture des concerts de la salle Prat car, dans le projet Remy Roux, il est dit que la salle de l'Opéra pourra être

désormais réservée à ces concerts et, bien entendu, nous comprenons qu'il y aura la presque disparition de l'orchestre des dits concerts (85 musiciens) qui, malgré un salaire de famine, y trouvaient un petit emploi pendant cinq mois de l'année. Ces gens-là iront rejoindre à l'inscription au chômage leurs camarades ouvriers, si les autorités leur reconnaissent ce droit, ce qui n'est pas toujours très sûr.

Comme les politiciens de droite, nos politiciens de gauche agissent avec un cynisme plus écoeurant, eux qui se targuent, se glorifient d'être les défenseurs des faibles, des opprimés ; ils ne font que suivre et mettre en pratique les solutions empiriques de la classe possédante, c'est-à-dire cumul pour leurs créatures et jet à la rue pour les autres, sous prétextes de réalisations compressives et économiques. Donc, des hommes et des femmes seront un nouvel apport par le jésuitisme de nos « Socialistes » à l'armée de la misère et du trottoir.

Nous osons croire que le syndicat des musiciens ne restera pas inactif devant une mesure aussi réactionnaire prise à l'encontre de leurs adhérents et de leurs camarades du spectacle, par nos édiles S. F. I. O. qui n'ont de socialistes que l'étiquette dont ils se parent, et que s'appuyant sur les organisations syndicales de Marseille et du département, ils vont commencer une lutte farouche contre ces piètres défenseurs du prolétariat, pour le droit à la vie, au travail de leurs sociétaires ou non de la corporation.

Nous pensons que cette mise au point sera entendue par le préposé aux Beaux-Arts et ses collègues à la mairie, sinon devant tout silence, qu'il soit de syndicat ou du conseil municipal nous permettrons de renseigner, par affiches, par tracts, par réunions, la population marseillaise. — Un groupe de musiciens.

(Lire, dans le prochain numéro : Les socialistes et l'art).

ATHÉNÉE LIBERTAIRE

Samedi 14 courant, à 9 heures du soir, au Bar au « Petit Poucet », 23, boulevard Dugommier : causerie-controverse par le camarade R... sur le sujet suivant : **De l'attitude anarchiste devant le plan Nocher.** Cette orientation du plan Nocher pouvant être un apport dans la propagande, prière d'être nombreux.

Le samedi 21 courant, à 9 h. du soir : causerie-controverse par un camarade sur « Les origines du Syndicalisme ». Invitation cordiale à tous. — Le secrétaire.

Nîmes

On trouve « La Voix Libertaire » au bureau de tabac Franc, 80, boulevard Gambetta, seul dépositaire de la ville.

La Ciotat

LEUR CONFIANCE

Dans notre pays, les Croix de Feu se réunissent en assemblée générale quelquefois, à cette assemblée y assistent, par force, des adhérents qui font partie de cette organisation et à qui l'on a promis beaucoup de choses, surtout de leur donner du travail et de les blanchir moralement.

Dans ces assemblées, rien n'est discuté ; les deux ou trois chefs tapent sur la table et s'écrient : « C'est nous les maîtres, ici ! C'est nous qui commandons et c'est vous qui devez obéir ! Sinon, nous en référerons au colonel comte de la Roche qui lui, vous mettra au plis. » Et sur ce, le grand chef, M. Drouin, tout comme un vulgaire chef d'orchestre, se dresse et, avec une baguette dans les mains et après avoir fait dresser l'assistance, entonne le chant de Rouget de Lisle, si cher au Front Populaire qui en a fait son cantique des cantiques et, en chœur, la « Marseillaise » se déroule monotone et sans conviction dans cette salle appartenant à un social-révolutionnaire, anti-militariste et franc-maçon par surcroît.

Mais ce qu'il y a de plus fort dans cette organisation, c'est la confiance, la grande confiance que les chefs ont en leurs adhérents. Cette confiance n'a d'égale que le mépris que nous professons dans nos organisation pour le mouchard et ce n'est pas peu dire. Ces messieurs, les chefs, lorsqu'ils ont quelque chose à discuter se retirent dans une salle à part et en dehors des oreilles indiscrettes, prennent des décisions au nom de la section. Ne trouvez-vous pas, camarades, que ce mouvement est un mouvement de masse ?

Allons, camarades, débarrassons-nous de ces ligues néfastes, de ces ligues fascistes, non par la loi votée par la peur, mais par l'action directe et par dessus les dirigeants qui ne sont qu'un frein à l'émancipation de la classe ouvrière.

CIO-TADEN.

FAIRE LE JEU DE LA RÉACTION.

C'est le « Petit Provençal », ou plutôt c'est un article du « Comité de lutte contre la guerre et le fascisme » de La Ciotat qui l'écrit dans le « P. P. » :

« Restez en dehors des Comités antifascistes se serait faire le jeu de la réaction qui ne peut être forte que de l'indifférence d'une partie du prolétariat qui n'a pas encore pris conscience de son devoir de classe. »

Le mot « réaction » est vieux comme le régime parlementaire et l'auteur du dit article devait languir de le prononcer ou de l'écrire, tout comme M. Bouisson le faisait depuis 1910 — pour accabler les anti-parlementaires et les anti-fascistes ne se pliant pas aux exigences d'un monsieur qui cherche un mandat politique ou une place de permanent dans laquelle il sera rétribué grassement avec les gros sous apportés par les camarades.

Allons ! camarades ! N'allez pas si loin ! Ça pourrait vous retomber dessus ! D'ailleurs, nous reviendrons sans doute sur la question et sur le système des quotités de ces groupements.

CIO-TADEN.

Narbonne

ATHÉNÉE LIBERTAIRE

Les camarades libertaires de la région qui désirent coopérer efficacement à la Liaison des Anarchistes de toutes tendances, dans un groupement de synthèse, sont invités à adhérer à l'**Athénée Libertaire** : Groupe de culture individuelle et d'Action Antarchiste, qui organise au Bar Arthur, 38, boulevard Voltaire, chaque mercredi, à 21 heures, des causeries éducatives et des controverses amicales, auxquelles les sympathisants sont cordialement invités.

Le mercredi 18 mars, causerie et controverse sur « **Max Stirner** ».

Prochainement : L'Individualisme Philosophique et Social : études sur la Pensée Individualiste.

Lyon

RÉSUMÉ DE LA CAUSERIE

faite le 10 mars 1934 au Groupe anarcho-syndicaliste espagnol de Lyon, par le camarade Chazot (Suite)

3°. — Enfin, la troisième erreur, en quel-que sorte complémentaire des deux précédentes, a consisté : à **sous-estimer** la faculté de résistance et de contre-offensive de la classe patronale et capitaliste. Car il était de mode de croire que : la pression ouvrière se faisant de plus en plus agressive et générale sur le clan patronal, ce dernier serait tôt ou tard réduit à l'impuissance et, désarmé, céderait sous les coups et l'assaut revendicatif ouvrier.

Cette tendance à surestimer les forces auxquelles on appartient et sous-estimer celles adverses, a conduit à la double erreur suivante :

a) « On » ne s'est préoccupé que de l'assaut direct des ouvriers contre leurs maîtres immédiats, les patrons ; négligeant ainsi d'autres **voies latérales**, susceptibles d'isoler, de discréditer et d'affaiblir le capitalisme.

b) On s'est refusé à envisager la conquête possible de positions intermédiaires (entre le réformisme vulgaire et la Révolution « intégrale ») où le patronat pourrait être disposé à céder ou abandonner telle ou telle des prérogatives essentielles attachées à sa situation actuelle, sans être toutefois démoralisé et vaincu au point de faire « place » libre aux formations prolétariennes.

Je résumerai donc ces deux dernières remarques en vous disant que cette confiance absolue en l'issue victorieuse de l'assaut livré par le prolétariat, a détourné celui-ci de l'utilisation parallèle de l'appoint social important qu'aurait pu constituer la masse des usagers et consommateurs (considérés en tant que tels : comme ayant leur mot à dire sur la gestion de la production et la qualité des produits) et que les militants révolutionnaires de ce même prolétariat n'ont su se ménager des « possibilités de repli » (à aménager et à renforcer), en cas de non réussite de tentatives révolutionnaires, positions qui, de toute évidence, devraient impliquer la persistance du patronat, en une posture amoindrie, une omnipotence réduite.

Je me dispense par ailleurs d'énumérer les nombreux exemples d'un patronat coïncé, abandonné à ses propres forces de résistance par le Pouvoir Central lui-même (l'Etat) et s'agréant autour de quelque personnalité ou groupe énergique, se disciplinant et se reconstituant pour la défensive et arriver à conserver ou renforcer ses positions antérieures.

J'en ai assez dit sur ces trois aspects essen-

tiels de l'état d'esprit ayant cours dans les milieux anarcho-sindicalistes et les conséquences de diverses gravités qui en découlent sont apparues assez clairement pour que je croie superflu de m'éterniser plus longuement à souligner davantage que ses inconvénients ont pu contribuer à acheminer à la situation actuelle.

Je pressens que, tels d'entre vous, peuvent apprécier comme étant l'opinion d'un « défaitiste » pessimiste, l'exposé qui précède — qui ne peut être propre qu'à faire sombrer dans le réformisme le plus étroit, ou dans le soldisant « individualisme », qui prétend se désintéresser et s'abstraire des contingences sociales. Or, une telle opinion se méprendrait étrangement sur l'état d'esprit qui m'inspire dans cet impartial examen. Car, en réalité : je ne recherche que les causes des faiblesses et des défaites du mouvement d'affranchissement des exploités, et pour autant qu'une optique déformée de la part de nos milieux a pu les aiguiller dans des formes de lutte illusoire et surfaîtes, ou sans issue, je m'évertue à rectifier ces vues et ce jugement dans le but d'aider aux révisions psychologiques et au redressement tactique qui s'impose : si nous ne voulons pas piétiner indéfiniment, ou régresser vers des formes dictatoriales de barbarie aggravée.

Je ne saurais m'étendre longuement, au cours d'une seule soirée, sur les modalités d'action qui m'apparaissent comme propres à nous permettre de nous évader de l'impasse actuelle. Je ne ferai que les esquisser, en leurs directives générales — celles-ci se dégageant d'ailleurs en partie, d'elles-mêmes, des critiques formulées tout à l'heure.

J'ai dit en effet que :

a) « Nous » avions nourri une confiance trop totale et absolue en l'orientation, supposée « libertaire », des masses salariées, confiance que ces masses trahissent et démentent trop fréquemment !

b) Que nous ne pouvions tabler aveuglément sur la spontanéité réorganisatrice de ces mêmes populations salariées, relativement à l'Economie nouvelle à aménager, le cas échéant, et les événements aidant !

c) Que le capitalisme étant apte à se modifier, reconstituer, camoufler sur des positions défensives et offensives nouvelles, il importait, au lieu d'escompter et d'anticiper sur sa chute fatale, de l'acheminer sur des positions l'infériorisant, par rapport à celles « qu'il » occupait précédemment.

Cette triple constatation nous amènerait donc :

1°. — A nous chercher et constituer des moyens de résistance et de pression : en tant que **minorité infime**, d'orientation libertaire, ne pouvant ni ne devant compter sur le concours, aléatoire, de masses ouvrières, qui peuvent « flancher », et effectivement étalent souvent leur carence, par lassitude, découragement, incompréhension de la partie de nos idéaux qui déborde des préoccupations spécifiquement ouvrières.

Ceci nous permettrait d'agir par nos seules forces et nos propres moyens, sans avoir toujours à agir et exciter la torpeur des masses pour les aiguiller vers nos objectifs.

Or, jamais, à nulle époque passée, des moyens aussi formidables ne furent à la portée de la minorité évoluée et virile de la population, lui permettant d'exercer sa pression propre sur le « corps social », en marge des contingents de **masses**, trop souvent entre les mains ou sous l'influence de mystiques politiques, dominatrices (ou même rétrogrades et religieuses) donc : impropres à épouser et soutenir nos idéaux.

Qu'il me suffise de noter en passant que la vie normale des pays dits civilisés est à peu près totalement subordonnée au bon fonctionnement de quelques centaines de « centrales » télégraphiques, électriques, gazières, etc..., auxquelles il convient d'ajouter quantité à peu près semblables de centres ou dépôts d'essence, matières premières, docks d'embarquement, usines métallurgiques et chimiques ; et que l'immobilisation de cet « appareil » économique, en l'atteignant à ses points vulnérables essentiels, serait plus facile : par une minorité virile, ayant coordonné ce travail, se l'étant réparti, en vue de circonstances et d'objectifs importants et bien définis, que non pas enrepris grâce à des grèves dites « générales » (?) et que, déflections, hésitations et cohortes de remplacement (fascistes ou militaires) ont en général vite fait de transformer en grève avortée.

Ceci, encore une fois, je le répète, implique que l'on compte d'abord **sur soi**, en tant que mouvement de minorité libertaire ; ensuite : que l'emploi de cette méthode requiert le concours de seuls éléments pondérés « triés sur le volet » ; et non d'être divulgués et diffusés au sein de foules impulsives qui en useraient au hasard de grèves locales ou corporatives, ou de cas secondaires et accessoires, ou même de simple exaspération personnelle ; enfin, qu'elle doit, cette méthode tactique : intervenir comme appoint de lutte, arbitrant en notre faveur les événements (grèves géné-

rales, glissades à la dictature) au moment précis où les forces en présence s'équilibrent et se neutralisent, sans pouvoir se vaincre et s'éliminer l'une l'autre. Et il va de soi que cela nécessite une maîtrise de soi, un contrôle des impatiences et des vues enthousiastes, pour ne recourir à un tel apport formidable de combat : que lorsque de grandes chances (ou nécessités) existent, que l'intervention de ce nouveau facteur de lutte puisse modifier profondément les positions respectives des adversaires en présence.

Mais, ainsi que je l'ai dit plus avant, dans la partie critique de cette causerie : on ne saurait raisonnablement croire que le fait d'être apte à arrêter la marche de la Production, par la grève ou par les moyens techniques que je viens d'envisager, implique l'aptitude à la réorganiser selon nos aspirations et orientation, et que, spontanément, la « masse » s'y consacrera !

(A suivre.)

Limoges

A. I. T. — C. G. T. S. R.

JEUNESSES SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES

Notre rôle, nos buts, nos moyens

NOTRE RÔLE ? Nous grouper entre jeunes, manuels et intellectuels ; faire sortir la jeunesse de son attitude passive et suiveuse ; lui faire quitter la remorque des vieilles organisations et la mettre à sa place naturelle : à l'avant-garde du mouvement ouvrier, dans une organisation bien à elle, dirigée par des jeunes.

Nous **éduquer**, en étudiant toutes les manifestations de la pensée, par conférences, bibliothèques, journaux.

Nous **défendre** contre l'exploitation honteuse de la jeunesse par la société, et faire respecter notre droit à la vie.

Nous **distraindre** sainement — sans que cela soit prétexte à bourrage de crâne ou exploitation — par la création d'un groupe théâtral, par l'organisation de sorties champêtres, par des concours sportifs ou autres.

NOS BUTS ? Nous plaçons au premier plan de nos revendications : la révolution sociale, qui, abolissant tout esclavage, brisant toutes les chaînes, rompant avec les vieilles traditions et ouvrant à l'humanité entière de nouveaux horizons, viendra enfin établir dans les sociétés humaines la vraie Egalité, la vraie Liberté ; le travail pour tous, et pour tous la pleine jouissance du fruit de leur labeur, la pleine jouissance de toutes leurs facultés : la vie rationnelle, humanitaire et heureuse.

NOS MOYENS ? Nous nions toute valeur aux Dieux et au Pouvoir. Aux premiers, nous nions toute raison d'être, car ils ne pourraient être que le pivot et le moteur des actions humaines, l'homme n'étant qu'une machine incapable de penser et d'agir. Au second, nous nions toute possibilité de donner au peuple, qu'il veut guider et conduire, tout le bonheur terrestre ; de ce bonheur, le Pouvoir n'en peut disposer car il ne lui appartient pas de le distribuer et de le répandre : il est au-dessus de lui. Le bonheur se réalise et se conquiert, il ne se donne pas.

Nous nions également toute valeur au réformisme syndical qui, sous le couvert « d'arracher » quelques réformes au Pouvoir, tempore et pactise avec lui et, en fait, lui livre le Peuple pieds et poings liés.

Aux prêtres, politiciens et réformistes de toutes chapelles, nous opposons notre syndicalisme révolutionnaire avec **tous** les moyens qu'il met à notre disposition, confiants, aujourd'hui, en son efficacité au combat, et, demain, en sa capacité réalisatrice.

Les J. S. R. de Limoges.



VOUS TOUS :

Jeunes Gens sincères,
Paysans,
Ouvriers,
Employés,
Intellectuels,

Vous comprendrez vos droits et vous viendrez avec nous.

Vous viendrez travailler avec vos frères à briser l'exploitation et l'esclavage et à instaurer, radicaux, le Monde Nouveau.

Pour tous renseignements, écrire au camarade Maxime Roux, 26 bis, rue Henri-Dumont, Limoges.

Le gérant : Camille LABERCHE.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Imp. Rivet, 21, anc. route d'Aixe, Limoges.